

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant - CS 80 140
71 040 Mâcon Cedex 9

Le, 14 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ITM LAI

740, rue Alexandre Dumas
39700 Rochefort-sur-Nenon

Références : LW/LW/2023/M_214
Code AIOT : 0003302349

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2023 dans l'établissement ITM LAI implanté 740, rue Alexandre Dumas 39700 Rochefort-sur-Nenon. L'inspection a été annoncée le 21/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ITM LAI
- 740, rue Alexandre Dumas 39700 Rochefort-sur-Nenon
- Code AIOT : 0003302349
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société ITM LAI (logistique alimentaire internationale) exploite, sur le territoire de la commune de Rochefort-sur-Nenon, un entrepôt de stockage.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par un arrêté préfectoral du 5 mars 2020 n° AP-2020-16-DREAL.

Par ailleurs, le site relève de l'article L. 515-32 du code de l'environnement concernant les installations dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs (Seveso). En effet, l'établissement répond à la règle de cumul seuil bas, définie au I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les constats relevés lors de la précédente inspection ;
- les dispositions constructives ;
- les plans de secours ;
- les moyens de prévention et de lutte contre l'incendie ;
- les installations électriques ;
- les moyens de protection contre le risque lié à la foudre ;
- les équipements sous pression ;
- la gestion des matières stockées ;
- les modifications portées à la connaissance du préfet du Jura.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera

proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Inspection du 28 juin 2022	Rapport du 25/10/2022, réf. LW/NM/2022/M_208	Sans objet
2	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe 2 points 4 à 7	Sans objet
8	Installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2 point 15	Sans objet
9	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2 point 15	Sans objet
10	Équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Sans objet
11	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2 point 1.4	Sans objet
12	Compartimentage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2 point 6	Sans objet
13	Ateliers de charge d'accumulateurs	Arrêté ministériel du 29/05/2000, annexe 1 point 4.8	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2 point 23	Sans objet
4	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Maintenance des matériels de sécurité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2 point 22	Sans objet
6	Ressource en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 21/11/2022, article 13.9.4	Sans objet
7	Maillage du réseau incendie	Arrêté Préfectoral du 21/11/2022, article 13.9.4	Sans objet
14	Modification d'exploitation	Lettre du 18/04/2023	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection,

- 5 non-conformités ont été constatées sur les thèmes suivants :
 - la maintenance des matériels de sécurité ;
 - le risque lié à la foudre ;
 - les installations électriques ;
 - les équipements sous pression ;
 - le compartimentage ;
- 4 demandes de compléments sont formulées sur les thèmes suivants :
 - le dispositif passif de collecte des liquides inflammables ;
 - les dispositions constructives ;
 - le plan d'opération interne ;
 - l'état des matières stockées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Inspection du 28 juin 2022

Référence réglementaire : Rapport du 25/10/2022
Thème(s) : Autre, Actions correctives
Prescription contrôlée : Non-conformités et demandes de compléments formulées au travers du rapport de l'inspection référencé LW/NM/2022/M_208 du 25 octobre 2022.
Constats : En préalable, l'inspection relève que l'exploitant a rédigé un courrier en date du 5 décembre 2022 pour présenter les actions mises en œuvre afin de répondre aux constats formulés lors de l'inspection du 28 juin 2022 mais que ce dernier n'a jamais été transmis à l'inspection. Concernant les non-conformités relevées : <ul style="list-style-type: none">• la protection de bureaux accolés à la cellule 9a (devenue 7a) ;• l'absence d'éléments obstruant les grilles des dispositifs de drainage de la cellule 9 (devenue 7) ;• l'absence de branchement des limiteurs de niveau des regards tampon de la cellule 9 (devenue 7) ; L'inspection a constaté la mise en œuvre des mesures correctives proposées. Concernant les demandes de compléments, l'inspection relève que l'exploitant a fourni, au travers du courrier précité, les éléments techniques des dispositifs de drainage et d'extinction des effluents inflammables. Il a également joint un document rédigé le 4 novembre 2022 par la société Eiffage Route Centre Est justifiant de la réalisation de test d'écoulement qui se sont révélés satisfaisants. L'inspection constate néanmoins que l'exploitant n'a pas répondu à la totalité de la demande et en particulier sur le dimensionnement de ces dispositifs. <u>Demande de complément n° 1 :</u> L'exploitant transmettra les éléments permettant de démontrer que le dispositif passif de collecte des liquides inflammables stockés au sein de la cellule 7 est conçu, dimensionné et construit de manière adaptée aux débits ainsi qu'aux volumes attendus d'effluents inflammables et des eaux d'extinction d'incendie, pour assurer l'écoulement vers la rétention déportée en cas de sinistre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2, points 4 à 7
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Respect des dispositions constructives
Constats : <u>Demande de complément n° 2 :</u> L'exploitant transmettra les éléments demandés par courrier électronique du 20 octobre 2023 permettant de justifier du respect de certaines dispositions constructives.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2, point 23
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 [...]
Constats : L'exploitant indique que ce plan de défense incendie est en cours de finalisation. Il sera inclus dans le plan d'opération interne (POI).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel modifié du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation interne
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023. Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.[...]
Constats : L'exploitant indique que le plan d'opération interne (POI) a été rédigé et fera l'objet d'une mise à jour courant 2024. Il indique également qu'un test est programmé pour la fin de l'année 2023. L'inspection précise ici qu'il est d'usage que ce POI soit communiqué à l'inspection ainsi qu'au service départemental d'incendie et de secours. <u>Demande de complément n° 3 :</u> L'exploitant transmettra à l'inspection par courrier électronique la version actuelle de ce POI. Pour la version à venir, l'inspection communiquera les modalités de transmission (versions papier et électronique) retenues par la DREAL Bourgogne-Franche-Comté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Maintenance des matériels de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2, point 22
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie [...]
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant assure une bonne maintenance des matériels de lutte contre l'incendie. C'est le cas notamment des extincteurs, des robinets d'incendie armés, des dispositifs de désenfumage, du système de sécurité incendie qui intègre les dispositifs de détection d'incendie, des portes coupe-feu. Les vérifications périodiques sont réalisées et les réserves ou anomalies constatées lors de ces vérifications sont levées dans des délais raisonnables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Ressource en eau et en mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2022, article 13.9.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après : - un débit d'eau pour la défense extérieure contre l'incendie de 360m ³ /h pendant une durée au moins égale à 2 heures pour un incendie, [...], complété par une réserve d'eau de 480 m ³ associée à 4 aires d'aspiration de 32 m ² chacune; [...] - dans la cellule des liquides inflammables (cellules 9a), le sprinkler est dopé par un volume d'émulseur adaptés aux produits présents sur le site et dimensionné pour assurer 20 minutes d'autonomie, soit au minimum 4,1 m ³ . [...]
Constats : Pour assurer les besoins en eau nécessaires (360 m ³ /h) à la défense extérieure contre l'incendie (DECI) l'exploitant dispose d'un réseau privé de 13 poteaux d'incendie (PI) alimentés par une réserve aérienne de 600 m ³ , surpressés par un groupe moto-pompe et d'une réserve d'eau complémentaire de 480 m ³ équipée de 4 prises d'aspiration. Les tests de débits/pression réalisés sur les PI sont satisfaisant par fonctionnement unitaire (tous > 60 m ³ /h) et par usages simultanés (242 m ³ /h pour les plus défavorisés). L'exploitant dispose donc d'un débit minimum de 482 m ³ /h pour assurer cette DECI. L'inspection a par ailleurs constaté visuellement que le niveau d'émulseur dans la cuve dédiée était bien supérieur à 4 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Maillage du réseau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2022, article 13.9.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : [...] Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan présentant le maillage du réseau et les vannes de sectionnement. L'inspection a constaté par sondage la présence de ces vannes de sectionnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Installations de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2, point 15
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé. L'article 21 de cet arrêté précise que les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.
Constats : La vérification initiale des moyens de protection contre le risque foudre a été réalisée le 5 avril 2023. Les compteurs d'impacts qui enregistrent les éventuels coup de foudre sont relevés par le poste de garde lors d'une ronde tous les 3 mois. L'inspection relève une non-conformité en constatant que cette périodicité ne peut pas répondre à la prescription qui impose, en cas de coup de foudre, une vérification visuelle par un organisme compétent dans le mois suivant l'impact.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2, point 15
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. [...]
Constats : La vérification initiale des installations a été réalisée le 19 janvier 2022. L'inspection relève une non-conformité en constatant l'absence de vérification périodique depuis cette date. L'exploitant a précisé qu'un contrôle par thermographie avait été réalisé sur les installations le 7 avril 2023 et indiqué que la vérification complète était programmée pour la semaine 44.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Risque d'explosion
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.[...]
Constats : L'inspection relève une non-conformité en constatant que l'exploitant ne dispose pas d'une liste de l'ensemble des équipements présents au sein de ses installations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2, point 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs [...]
Constats : L'exploitant dispose d'une application nationale permettant d'éditer, à tout instant et en tout lieu, un état général des matières stockées de chaque entrepôt. Chaque site dispose d'un accès à cette application qui est en cours d'évolution pour intégrer les dispositions réglementaire de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Le site de Rochefort-sur-Nenon dispose également d'un état des matières stockées par zone accessible en tout lieu. Cet état est plus précis, mais il n'y a pas de corrélation entre ces zones et les cellules. <u>Demande de complément n° 4 :</u> L'exploitant établira, dans l'attente des évolutions de l'application nationale, cette corrélation afin d'être en mesure d'éditer, pour chaque cellule, un état précis des matières qui y sont stockées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe 2, point 6
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : [...] le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation.
Constats : L'inspection relève une non-conformité en constatant que certains murs séparatifs coupe-feu ne disposent pas de cette indication. L'exploitant s'assurera par ailleurs que, pour ceux qui en disposent, l'indication du degré de résistance affichée correspond bien à leurs résistances effectives.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Ateliers de charge d'accumulateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29 mai 2000, annexe 1, point 4.8
Thème(s) : Risques accidentels, Risque d'explosion
Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : [...] - la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité [...]
Constats : L'inspection relève une non-conformité en constatant que l'exploitant n'a pas défini de programme de surveillance pour les détecteurs d'hydrogène équipant les locaux de charges d'accumulateurs.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Modification d'installation

Référence réglementaire : Lettre du 18/04/2023
Thème(s) : Situation administrative, évolution de l'activité de stockage de déchets
Prescription contrôlée : Porter à connaissance transmis au préfet de Saône-et-Loire par courrier du 18 avril 2023.
Constats : La modification porte sur l'augmentation de l'activité relevant de la rubrique 2714 de la nomenclature des installations classées. Dans le cadre de sa politique de développement durable, la plate-forme de Rochemort-sur-Nenon va récupérer sur son site des big-bags de déchets plastiques broyés issus de la récupération des bouteilles plastiques dans les magasins de distribution. Chaque magasin sera équipé d'une machine permettant de transformer en paillettes les bouteilles plastiques collectées auprès de ses clients. Ces paillettes seront conservées dans des big-bags dans chaque point de vente, puis ils seront collectés pour être regroupés sur le site de Rochemort avant envoi vers un prestataire référencé pour la valorisation de ces paillettes. Ces déchets seront stockés sur deux zones dédiées, la première dans la zone actuelle de stockage des déchets, la deuxième au sein de la cellule 2 (aire palettes), cellule semi-fermée, équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie et disposant de parois séparatives REI 120. Le site est actuellement non classé au titre de la rubrique 2714, car le volume de déchets en transit (cartons et plastiques) est inférieur à 100 m ³ . Le volume de déchets lié à cette nouvelle activité est estimé à 200 m ³ . Le volume total de déchets en transit sera donc de 300 m ³ . Le site relèvera du régime de la déclaration au titre de cette rubrique 2714. L'inspection proposera au préfet du Jura de prendre acte de cette modification jugée non substantielle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet